

LE DOSSIER DE L'ETE

BUDGET BAYROU : POURQUOI NOUS DISONS NON

Face à un budget injuste et récessif, nous plaidons pour une trajectoire alternative fondée sur le compromis, la justice fiscale, l'investissement et la croissance.

L'heure est grave et urgente. La démocratie peut basculer, l'écart entre les ultra-riches et les classes moyennes peut perdurer et s'imposer, alors même que la planète vit une transition.

F. Bayrou va certainement se poser, le 8 septembre, en victime expiatoire de l'irresponsabilité des autres. Il nous prédira « les sept plaies d'Égypte ». Il était, ces dernières semaines, en difficulté, en particulier depuis Betharram.

Mais le courage, pour un Premier ministre, aurait été d'affronter les événements, de rechercher les compromis utiles aux Français, et de ne pas se dérober par un tour de passe-passe qui voudrait faire passer une auto-dissolution pour du « panache » ! Cette attitude est décevante et irresponsable : on n'abandonne pas le navire quand il faut agir.

Les ministres ont appris une demi-heure avant sa déclaration son intention. Durant tout l'été, le Premier ministre n'a pas préparé le budget. Pour notre part, nous avons préparé un budget alternatif chiffré. La période estivale n'était pas un obstacle à des rendez-vous ou des réunions de travail pour amender et trouver un compromis dans l'intérêt des Français et de la République. Un chemin existait, au-delà de cette obstination déraisonnable à vouloir imposer sa copie coûte que coûte.

Le 8 septembre 2025

La société est fragmentée, l'Assemblée nationale est à son image. Nous avons désormais une Constitution inadaptée au regard de la culture du compromis qui doit s'imposer, à l'image des démocraties parlementaires européennes.

En l'espèce, F. Bayrou nous a dit qu'il fallait 44 milliards d'économies et que ce serait aux plus fragiles, aux classes moyennes et aux territoires de les supporter sur une trajectoire de trois ans. Cela se traduirait par 380 000 familles supplémentaires imposées sur le revenu, 19 millions de ménages dont les impôts augmenteraient, 17 millions de retraités aux pensions gelées, la suppression du 8 mai (Victoire sur le nazisme) comme jour férié, le déremboursement de médicaments... Où est la justice, quand le Parlement vote la taxe Zucman qui vise 1 800 ultra-riches optimisant tant et plus pour échapper à leur contribution, et que le gouvernement y oppose son veto ?

Ce budget est insupportable : il est dépourvu de justice fiscale et, sur le plan économique, il nous conduira à la récession. Je ne comprendrai jamais qu'on n'apprenne rien de l'Histoire : la crise de 1929 n'était pas seulement financière, elle fut amplifiée par les politiques d'austérité et de déflation. Résultat : chômage de masse, désespoir social, montée des extrêmes, effondrement des démocraties. L'Europe des années 1930, prisonnière de la rigueur, a pavé la voie au fascisme et à la guerre. Aujourd'hui s'ajoute la volonté des populistes de détruire l'État-providence.

C'est une politique dangereuse. Pour notre groupe, la question de la dette doit être traitée. Mais il est impossible de réduire durablement les déficits sans croissance, et impossible de créer de la croissance sans investissement. La trajectoire doit s'étaler jusqu'en 2032 pour être acceptable et faire contribuer ceux qui, proportionnellement, contribuent moins qu'un smicard.

Je voterai donc contre cette confiance sollicitée, car ce vote est un refus de construire un compromis fort, une dérobade, à cause des totems des macronistes, pourtant battus à trois reprises. Les Français n'ont accordé aucune majorité absolue à aucun camp mais ont placé la gauche en tête. Le Président de la République, depuis un an, nie cette réalité : sans majorité absolue, le compromis s'impose.

Le résultat du vote du 8 septembre ne fait guère de mystère. J'ai, pour ma part, toujours appelé au compromis et à la stabilité pour construire des politiques publiques répondant à la colère des Français. J'ai participé aux négociations du deuxième budget 2025 avec Bercy pour mon groupe. Je suis au regret de constater que tous les engagements qui avaient conditionné notre non-vote sur la motion de censure n'ont pas été respectés.

Les étapes auraient dû être : présentation de la première copie par le Gouvernement, négociations avec les groupes, puis laisser faire le travail législatif sans 49.3. La méthode est surréaliste et l'obstination incompréhensible. Et que dire du fait de faire voter la confiance à ses oppositions (du jamais vu !) et de leur dire : « Vous votez et on discute après » !

Et après ?

F. Bayrou devra remettre la démission de son Gouvernement.

Ensuite, tout est possible avec E. Macron, qui veut finir son mandat coûte que coûte. Son « appétence du moment » ce sont les relations internationales. De nouvelles élections se solderaient par un nouvel échec de son camp et entraîneraient son départ.

Le Président de la République décidera néanmoins s'il renomme un Premier ministre. L'interrogation est de savoir si, cette fois, il respectera le résultat et les messages des urnes. L'intérêt de la France voudrait qu'il le fasse rapidement, afin de travailler et de donner au pays un budget avant la fin de l'année, sinon cela coûtera encore aux Français.

L'autre option, c'est la dissolution. La précédente, un coup de poker perdu, a coûté 4 milliards aux Français (soit le montant sollicité aux retraités !). Les derniers sondages sur une élection législative indiquent (avec toutes les précautions à prendre) que l'Assemblée serait toujours aussi fragmentée.

Les déficits et la dette ne sont pas la conséquence d'une hausse des dépenses, qui sont restées stables ces dernières années, mais d'une baisse des recettes : plus de 60 milliards de cadeaux aux très grosses entreprises et multinationales depuis huit ans.

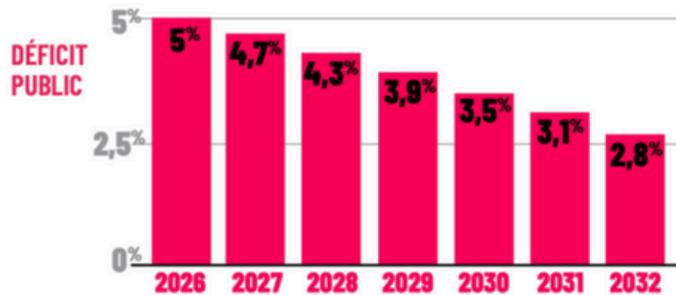
Nous avons bâti un budget avec une réduction et une maîtrise du déficit entre 2026 et 2032 : en 2026, à hauteur de 21,7 milliards, et un plan de relance d'investissement à hauteur de 19,2 milliards, avec un retour en fin de trajectoire pluriannuelle à 2,8 % en 2032. Notre projet repose sur 4 principes :

- soutenir les classes moyennes, les travailleurs, ceux qui travaillent mais n'arrivent plus à s'en sortir ;
- mettre à contribution les très grandes entreprises et les grandes fortunes, tout en préservant les TPE/PME ;
- relancer l'économie via un plan d'investissement ;
- retrouver la maîtrise de la dette publique : 3 % en 2032.



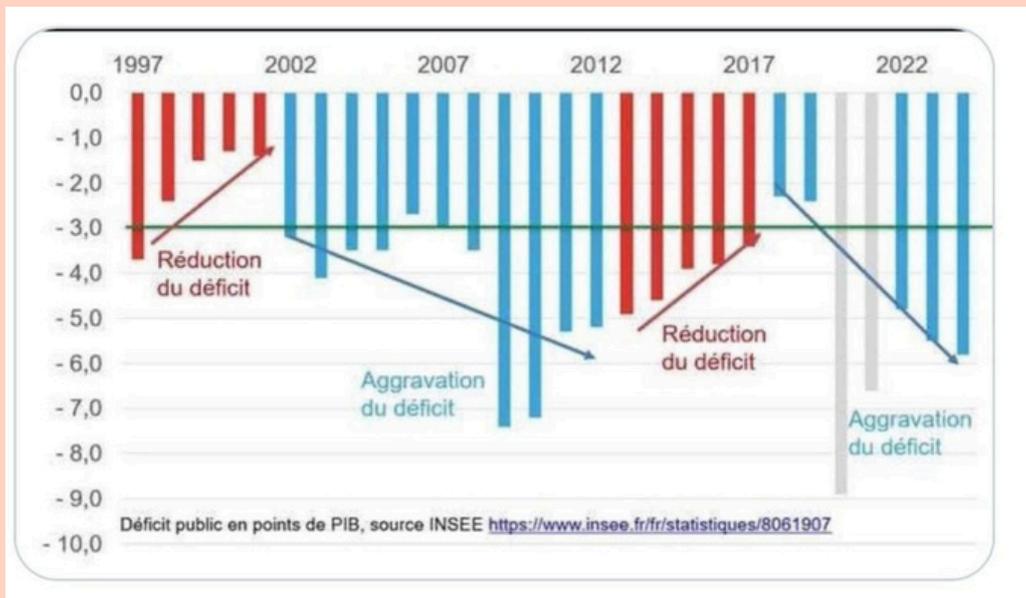
Un bilan, une méthode et un budget qui justifient le vote contre la confiance du gouvernement le 8 septembre.

Le plan socialiste s'inscrit dans une trajectoire pluriannuelle de maîtrise du déficit public à horizon 2032



Plan construit en cohérence avec la trajectoire proposée par l'OFCE.

Le Parti socialiste



Déficit public en points de PIB, source INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8061907>

Un bilan qui invite À ROMPRE AVEC 8 ANS DE MACRONISME : pouvoir d'achat en baisse, creusement des inégalités, retard sur la transition écologique, dérapage sans précédent de la dette publique.

UNE MÉTHODE INTOLÉRABLE : refus du compromis, promesses non tenues.

DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES INACCEPTABLES : année blanche, suppression des jours fériés, attaques contre notre modèle social, casse des services publics.

PRINCIPE 1 : Soutenir les classes moyennes et les travailleurs

PRINCIPE 2 : Mettre à contribution les grandes entreprises et les grandes fortunes

PRINCIPE 3 : Relancer l'économie française via un plan d'investissement

PRINCIPE 4 : Retrouver la maîtrise de la dette publique :

Objectif 3% de déficit à l'horizon 2032, avec une cible de 5% pour 2026

26,9 milliards d'euros de recettes

grâce à la mise à contribution des gagnants du macronisme :

LES GRANDES FORTUNES ET LES GRANDES ENTREPRISES

- Taxe "Zucman" de 2% sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros : 15 Md€
- Refonte de la fiscalité sur les dividendes et les plus-values : 3,8 Md€
- Lutte contre la fraude fiscale et sociale : 3,2Md€
- Reconfiguration des exonérations de cotisations sociales pour les entreprises : 2,9 Md€
- Prélèvement social de 1 % sur les très grandes successions : 1 Md€
- Contribution GAFAM : 0,8Md€
- Taxe sur la malbouffe : 0,2Md€

10 milliards d'euros

POUR UN PLAN DE RELANCE DE L'INVESTISSEMENT ET DES SERVICES PUBLICS

• PLAN DE RELANCE

> Plan d'urgence pour le logement (rénovation, construction de logements sociaux, accession à la propriété)

> Investissement massif dans les modes de transports collectifs et décarbonés

> Plan pour la souveraineté du pays : industrielle, énergétique, alimentaire dont la sécurité civile.

> Préservation des capacités financières des collectivités territoriales pour soutenir l'investissement

• SAUVETAGE DE L'HÔPITAL, DES EHPAD ET DES CRÈCHES PUBLICS

• PLAN DE SOUTIEN À L'ÉCOLE PUBLIQUE :

recrutements et amélioration des conditions de travail et d'apprentissage

14 milliards d'euros d'économies

SANS METTRE À CONTRIBUTION LES TRAVAILLEURS
ET LES SERVICES PUBLICS

- RÉDUCTION DES AIDES AUX GRANDES ENTREPRISES : réforme du crédit d'impôt recherche (plafond), niche "armateurs",
et des niches fiscales peu efficaces : 4 Md€
- ÉCONOMIES SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT : optimisation des fonctions supports, du fonctionnement des agences, des prestations de cabinets de conseil, train de vie de l'Etat (rapport Dosière), etc. : 5,4 Md€
- ENCADREMENT DU CUMUL EMPLOI - RETRAITE ET DES INDEMNITÉS DE RUPTURE CONVENTIONNELLE
pour les revenus très élevés : 1,5 Md€
- RÉGULATION DU SYSTÈME DE SANTÉ : meilleure régulation des prix des médicaments, lutte contre la marchandisation de la santé,
réduction de l'intérim, renforcement de la pertinence des prescriptions, amélioration des parcours de soins, etc. : 2,7 Md€
- CHOC DE PRÉVENTION EN SANTÉ : progression des dépistages du cancer, de la couverture vaccinale de la population, renforcement
du contrôle de la vente aux mineurs de tabac et d'alcool, plafonnement des achats transfrontaliers, etc. : 0,4 Md€

FIDÈLES À NOTRE ENGAGEMENT, NOTRE BUDGET PRÉVOIT LA SUSPENSION IMMÉDIATE
DE LA RÉFORME DES RETRAITES

- Ouverture d'un dialogue avec les partenaires sociaux pour définir une trajectoire avec le retour à 62 ans comme point d'atterrissage
- Coût pour les finances publiques en 2026 compensé par une partie de la taxe Zucman sur les très grandes fortunes

DE SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS
DU PUBLIC ET DU PRIVÉ

- HAUSSE DU SALAIRE NET PAR LA BAISSÉ DE LA CSG SUR LES REVENUS DU TRAVAIL
JUSQU'À 1 920 EUROS NET PAR MOIS
- > Pour une maman solo qui gagne 1 SMIC par mois, qui a 1 enfant,
cela représente un gain de pouvoir d'achat de 900 euros par an
- > Pour un couple qui gagne 1 920 euros net par mois par personne, qui a 2 enfants,
cela représente un gain de pouvoir d'achat de 1 500 euros par an